

Enquête. En Afrique du Sud, quand les “camarades” de l’ANC s’entre-tuent

lundi 22 octobre 2018, par [GEBREKIDAN Selam](#), [ONISHI Norimitsu](#) (Date de rédaction antérieure : 19 octobre 2018).

La soif de pouvoir et d’argent pousse les élus du Congrès national africain (ANC) à s’entre-tuer. Les assassinats politiques ont fait des dizaines de morts. Comme Sindiso Magaqa, ex-étoile montante du parti dirigeant l’Afrique du Sud, qui se croyait à l’abri.

Alors qu’ils fonçaient en direction de leur domicile, leur peur se calmait et la bouteille de whisky Johnnie Walker se faisait de plus en plus légère à chaque virage. Quand ils entrèrent en territoire familial peu avant la nuit, Sindiso Magaqa tapait des mains et faisait des bonds derrière le volant de sa Mercedes-Benz V8 chérie.

Quelques minutes plus tard, des hommes armés de fusils d’assaut s’approchèrent. M. Magaqa tendit la main vers l’arme qu’il gardait sous le siège - trop tard. Un de ses passagers vit des éclairs, des dizaines d’éclairs, c’était la pluie de balles qui trouait les portières.

M. Magaqa craignait justement une embuscade. Un de ses amis avait été abattu devant chez lui quelques mois auparavant. Puis encore un autre, visé par un tueur surgi des ténèbres alors que la victime était en train d’ouvrir son portail. Et maintenant, c’était son tour. Touché par une demi-douzaine de balles, Sindiso Magaqa, 34 ans, s’accrocha pendant des semaines à l’hôpital avant de mourir. C’était [en juillet] l’année dernière.

“La bataille fait rage pour obtenir argent, territoire et pouvoir”

Toutes les victimes avaient une chose en commun : elles étaient membres du Congrès national africain (ANC) et s’étaient exprimées contre la corruption du parti qui avait construit leur vie.

“Dans la Cosa Nostra [mafia sicilienne], on ne fait pas que tuer une personne, on envoie aussi un message fort”, déclare Thabiso Zulu, un autre membre de l’ANC qui craint pour sa vie. “Nous avons violé la loi de l’omerta.” Le parti de Nelson Mandela [premier président de l’Afrique du Sud démocratique, 1994-1999] est devenu comme la mafia, ajoute-t-il.

Contrairement à la violence politique qui a bouleversé le pays au début des années 1990 [après la chute du régime ségrégationniste de l’apartheid], celle-ci n’est pas due à des luttes entre partis rivaux, bien au contraire. Dans la plupart des cas, ce sont des membres de l’ANC qui s’entre-tuent. La bataille fait rage au sein du parti pour obtenir argent, territoire et pouvoir, et on n’hésite pas à recruter des tueurs pour éliminer ses “camarades”.

Le parti inspirait jadis des générations de Sud-Africains et faisait rêver des millions de personnes à travers le monde - des zones misérables de l’Afrique aux riches campus américains, mais il est depuis quelques années ravagé par une corruption et des divisions qui l’ont vidé de la plus grande partie de ses idéaux.

Le nombre d’assassinats politiques est en forte augmentation. Quatre-vingt-dix personnes ont été tuées depuis le début de l’année 2016. Cyril Ramaphosa, président depuis février, souligne que ces morts ternissent le rêve de M. Mandela.

Pourtant, il a du mal à unifier son parti pour les élections qui auront lieu l’année prochaine, et il ne fait

pas grand-chose pour endiguer la violence. Les autorités n'ont même pas donné suite à une demande officielle de placement sous protection policière de deux personnes à la suite de l'assassinat de M. Magaqa.

“Avant, on savait qui était l'ennemi, plus maintenant”

Le conflit est particulièrement intense dans les zones rurales, où le parti a une mainmise presque totale sur l'économie, les emplois et les contrats publics. Les gens sont constamment sur leurs gardes.

Le Kwazulu-Natal, d'où était originaire M. Magaqa, est la plus mortelle de toutes les provinces [Au début des années 1990, cette région fut le théâtre sanglant de règlements de compte entre l'ANC et le parti rival zoulou Inkhata]. Quatre-vingts élus, fonctionnaires et cadres de l'ANC y ont été tués entre 2011 et 2017, d'après le parti. Même les simples conseillers d'arrondissement ont des gardes du corps, et beaucoup sont eux-mêmes armés.

“C'était mieux avant qu'on ait la démocratie parce qu'on savait qui était l'ennemi. L'ennemi, c'était le régime [de l'apartheid], ce régime injuste”, confie Mluleki Ndobe, le maire de la zone où M. Magaqa et cinq autres membres de l'ANC ont été assassinés en un an. *“Maintenant, on ne sait plus qui est l'ennemi”,* déplore-t-il.

Étoile montante de l'ANC, M. Magaqa était devenu une personnalité nationale, avant de retourner à la politique locale à Umzimkhulu, sa ville natale. Avec d'autres, il avait accusé certains élus d'avoir empoché des millions dans la rénovation d'un bâtiment historique, le Memorial Hall.

Publiée en août, une enquête du Bureau du médiateur de la République, un organisme gouvernemental de lutte contre la corruption, a conduit au gel du chantier. Pourtant, d'après le maire d'Umzimkhulu, Mphuthumi Mpabanga, le projet était un *“rêve”* qui changerait *“la vie des gens”*.

Ces propos ne signifient pas grand-chose pour les habitants de cette vaste commune qui compte des poches d'extrême pauvreté. Six fois par jour, Margaret Phungula, 60 ans, va chercher de l'eau dans une rivière boueuse avec des seaux. Elle y ajoute du chlore [pour traiter l'eau]. Quand on lui montre photo du Memorial Hall, elle a le regard vide. *“Ils ne pensent pas à nous”,* dit-elle des autorités municipales. *“On souffre toujours.”*

L'idéalisme, la perte de l'innocence puis la violence fratricide

Sindiso Magaqa et ses amis, dont Thabiso Zulu, le lanceur d'alerte sur l'affaire du Memorial Hall, font partie de la génération des petits-enfants de Nelson Mandela. Trop jeunes pour avoir été politiquement actifs pendant la domination blanche, ils sont devenus adultes dans un nouveau pays - un pays forgé par le parti.

Comme l'ANC après la fin de l'apartheid, leur vie politique a commencé par l'idéalisme, qui a ensuite été suivi par la perte de l'innocence, et enfin la violence fratricide. M. Zulu, 36 ans, avait toujours voulu être membre de l'ANC. Sa grand-mère avait participé au boycott des pommes de terre organisé par le parti dans les années 1950, et il voulait continuer sur cette lancée.

À la fin de son adolescence, il s'est retrouvé avec un groupe de jeunes hommes politisés comme lui. L'un d'entre eux sortait du lot, M. Magaqa, un adolescent maigre et opiniâtre au sourire éclatant. Plus jeune du groupe, il en est rapidement devenu le chef.

Gagner de l'argent pour aider leurs mères

M. Magaqa s'était fait un nom en dirigeant une grève au lycée. Les élèves avaient versé de l'argent pour un voyage au Cap, mais le directeur leur avait dit qu'on s'en était servi pour autre chose. M. Magaqa avait paralysé l'établissement pendant des semaines.

Le début des années 2000 était chargé d'espoir pour ces jeunes. Leurs aînés avaient obtenu la liberté

politique pour les Sud-Africains noirs. Eux se sont donc efforcés de se faire une place dans l'économie, qui était toujours dominée par la minorité blanche.

Un autre lanceur d'alerte, Les Stuta, faisait aussi partie du groupe. Tous s'étaient promis de gagner de l'argent pour aider leurs mères, qui travaillaient au loin en centre-ville chez des familles blanches. *"Les gars, répétait M. Stuta, il faut qu'elles reviennent à la maison."*

Le groupe s'efforçait de monter des sections jeunesse de l'ANC. Ils se déplaçaient avec des voitures d'emprunt ou en stop. En 2004, M. Stuta put enfin s'acheter un véhicule - une Ford Escort déglinguée au moteur de 1,3 litre asthmatique. Ils la bourraient d'huile et d'eau pour faire face aux pannes qui se produisaient souvent sur les pistes et les routes de gravier menant aux villages éloignés.

Un jour, le démarreur rendit l'âme, et M. Stuta n'avait pas les moyens de le remplacer : pendant six mois, le groupe poussa la voiture pour la faire repartir après chaque réunion du parti. *"Cette Ford Escort était tout pour nous"*, confie M. Stuta.

En 2006, M. Magaqa et les autres obtinrent des emplois bien rémunérés dans l'administration à Umzimkhulu. Il s'acheta une voiture et y fit poser une plaque personnalisée : "Gogwana", du nom de la grand-mère qui l'avait élevé pendant que sa mère travaillait à Johannesburg [à 600 kilomètres].

Quand une Ligue de la jeunesse fut créée à Umzimkhulu, M. Magaqa en devint le président. Ce fut le début de son ascension [et de celle de ses amis] - les Ligues de jeunesse sont en général un tremplin pour la direction de l'ANC.

Il y avait cependant quelque chose qui turlupinait M. Zulu. En quelques années, ses pairs furent consumés par la soif de postes et d'argent. Certains se mirent à recevoir des pots-de-vin, à boire des whiskys rares et à insister pour que M. Zulu abandonne ses nobles sentiments. Inversant les enseignements de Jésus, ils lui demandaient souvent :

Qui ne peut vivre que de principes ?"

M. Zulu perdit bientôt son emploi, et se consacra à la lutte contre la corruption. La vie était bien différente pour son ami, Sindiso Magaqa. À 27 ans, ce dernier quitta la province du Kwazulu-Natal pour rejoindre la scène nationale à Johannesburg. Il devint le secrétaire général de la Ligue de la jeunesse de l'ANC, le numéro trois du parti, en 2011.

"Je ne sais pas d'où il sortait cet argent"

Dès sa nomination, il se rendit chez un marchand de voitures d'un quartier riche de Johannesburg et acheta la ML 500 4Matic sport de Mercedes, l'icône de la classe aisée sud-africaine. M. Magaqa en parlait en s'extasiant auprès de ses amis restés au pays - le moteur V8, le rugissement des pots d'échappement jumelés...

"On avait l'impression qu'il avait de l'argent", raconte Phumlani Phumlomo, un ami d'enfance. Combien il gagnait à Johannesburg et comment - son ami, Thabiso Zulu, préférait ne pas poser ces questions. *"Je ne sais pas d'où il sortait cet argent, confie-t-il. Rappelez-vous qu'il avait accès à tout le monde et à tous les gens influents du pays."*

Cela ne dura que quelques mois. M. Magaqa fut emporté par l'une des innombrables réorganisations de l'ANC et perdit son poste. Il rentra à Umzimkhulu et investit dans une équipe de foot mais son argent finit par se tarir.

Il revint alors à ce qu'il connaissait le mieux : la politique. Pour ce deuxième acte, il se lança dans la question qui définissait l'ANC : la corruption. Jacob Zuma, le chef du parti, était alors président de la République [2009-2018], et traînait de nombreuses casseroles.

Avec le soutien de personnalités de la région, M. Magaqa devint membre du conseil municipal d'Umzimkhulu, et, de fait, le chef d'une faction rebelle de l'ANC. Le retour de cette star de la politique, qui pouvait encore compter sur des appuis puissants à Johannesburg, fut perçu comme une menace immédiate par ses rivaux.

Il était trop ambitieux, déclare Zweliphansi Shkosana, le trésorier de la municipalité. C'était ça son problème."

Immédiatement après être entré au conseil municipal, M. Magaqa se concentra sur le dossier de la rénovation du Memorial Hall. Le chantier était une catastrophe. Le bâtiment, qui avait été construit derrière la structure existante, était l'illustration d'"une incompétence professionnelle" et "un gaspillage d'argent", d'après un architecte spécialisé dans les bâtiments historiques qui avait été recruté en 2016 comme consultant.

Un chantier et un budget dilapidé

M. Magaqa et ses alliés demandèrent un audit indépendant. La motion fut rejetée par la faction dominante. Ce n'était pas une affaire de corruption, soutient le trésorier municipal. Selon lui, M. Magaqa cherchait uniquement à semer le trouble pour obtenir le contrôle des autorités locales. Dans une impasse, M. Magaqa se tourna vers M. Zulu. Son vieil ami était devenu un personnage connu de la lutte contre la corruption dans la province. Il rassemblait des preuves, et les communiquait aux personnes en qui il avait confiance. M. Magaqa lui donna donc les documents officiels relatifs au Memorial Hall.

Le *New York Times* les a étudiés. Il en ressort que l'entreprise qui avait obtenu le contrat de rénovation en 2013 et son sous-traitant ont reçu près des deux tiers du 1,2 million de dollars [1 million d'euros] prévu, alors que le chantier était très en retard. Deux ans après, les travaux n'étaient toujours pas terminés, et la municipalité a fait appel à une autre entreprise pour 1 million de dollars de plus.

Si ces documents ne prouvent pas catégoriquement qu'il y a eu corruption, ils montrent que la municipalité a dépensé presque tout l'argent qu'elle avait budgété pour le projet sans grand résultat.

Le coupable court toujours

M. Zulu prit les documents et promit de poursuivre l'affaire avec ses contacts dans la police. Sauf que quelques mois plus tard, M. Magaqa brandit le dossier au conseil municipal et s'en prit aux chefs de la faction dominante de l'ANC. M. Zulu se demanda donc si son vieil ami n'essayait pas aussi d'utiliser l'affaire pour en tirer un bénéfice politique.

Puis ce fut le début des meurtres.

La mère de M. Magaqa nous reçoit dans une pièce sans toit, enveloppée dans d'épaisses couvertures pour se protéger du froid. Elle évoque les promesses que l'ANC lui a faites après la mort de son fils.

La Mercedes est dans le jardin, criblée de balles. La femme attend toujours que le parti trouve le coupable, s'occupe des quatre enfants de son fils, voire répare ses voitures. *"Surtout la Mercedes, confie-t-elle. Ça a détruit notre famille et surtout moi. Tous les jours, je la vois, et tout me revient."*

Norimitsu Onishi et Selam Gebrekidan

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

Courrier International

<https://www.courrierinternational.com/article/enquete-en-afrique-du-sud-quand-les-camarades-de-lanc-sen-tre-tuent>